

Prolongation

Le droit à l'épanouissement en milieu carcéral



Photo : DR

Pour la période 2018-2022, le système des Nations unies s'engage à appuyer l'administration gabonaise dans le processus de mise en œuvre des Instruments internationaux.



Photo : DR

En attendant, les agents de la sécurité pénitentiaire sont formés au respect de l'intégrité physique et morale en milieu carcéral.

Frédéric Serge LONG

Libreville/Gabon

Quand bien même ils seraient privés de liberté ou en attente de jugement, les détenus, comme le rappelle le système des Nations unies, méritent le respect de leur intégrité physique et morale, ainsi que la garantie d'une bonne santé.

ON en vient quasiment à l'oublier : quand bien même ils seraient privés de liberté ou en attente de jugement, les détenus, comme le rappelle le système des Nations unies, ont droit au respect de leur intégrité physique et morale, ainsi qu'à la garantie d'une bonne santé. La célébration, le lundi 10 décembre 2018, de la Journée internationale des droits de l'Homme, à travers plusieurs manifestations à "Sans-Famille", sous le thème "La prison et le droit au développement au Gabon", a permis de le réaffirmer. En indiquant, par la même occasion, toute la portée psychologique et sociale du respect d'une telle obligation, parce qu'elle libère le génie créateur d'un détenu.

Cette réalité a, d'ailleurs, pu se vérifier à travers le résultat de leurs travaux d'ateliers : confection d'objets d'art, créations vestimentaires et ornementales, outils artistiques, prouesses chorégraphiques en compagnie de l'artiste Michaël Anicet, ambassadeur de l'Onusida, etc. Avec, à la clé, la tenue d'un séminaire à l'endroit des agents de la sécurité pénitentiaire sur le droit à l'intégrité physique et morale en milieu carcéral, l'organisation de tests de dépistage du VIH, diabète, de la tuberculose, et la prise de la tension artérielle. Les personnes déclarées positives bénéficieront d'un accompagnement de longue durée par les agences du

système des Nations unies. Plus qu'un droit, l'épanouissement au sein d'une maison d'arrêt se présente comme une nécessité et une plus-value à prendre en compte, dans une perspective d'amélioration du Produit intérieur brut (PIB), comme l'a souligné le ministre d'Etat à la Justice et aux Droits humains, Garde des sceaux, Edgard Anicet Mboumbou Miyakou, dans une allocution radiotélévisée.

Comment donc parvenir pleinement à cet épanouissement que clament, d'une certaine manière, la Déclaration universelle des droits de l'Homme, dont le 70e anniversaire est célébré cette année par le système des Nations unies, les instruments juridiques internationaux ratifiés par le Gabon, etc ? Cela passe d'abord par le changement du regard de la société. Car, "chacun a le droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique" (Déclaration universelle des droits de l'Homme).

CREATIONS• Pour arriver à faire développer leurs créations, les détenus affirment bénéficier d'un encadrement appuyé par des partenaires multiformes. «



Photo : DR

Le dépistage des maladies est une initiative louable pour maintenir les prisonniers en bonne santé.

« Ceux-ci nous amènent à comprendre que nous avons également des droits. Et voilà comment nous nous lâchons et produisons ce que vous voyez là », affirment-ils dans leur majorité.

« Avec Michaël Anicet, nous n'avons travaillé que pendant deux jours pour réaliser un ballet. Avec une technique assez particulière, cet artiste nous a emmenés à sortir de notre réserve et à nous dire que nous sommes encore capables de produire et de nous valoriser nous-mêmes »,

confie l'un des jeunes associés à l'ensemble chorégraphique du sosie, dans notre pays, du défunt Michaël Jackson. C'est dire que la prison, lieu d'amendement et de redressement des personnes qui ont troublé l'ordre social, doit cesser d'être considérée comme un refuge de rebuts de l'humanité, pour devenir, en définitive, un creuset de personnes qui restent tout aussi indispensables au développement de nos pays, et acteurs d'activités génératrices de revenus.

"Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits", dispose la Déclaration universelle des droits de l'Homme (article 1er). Cela passe nécessairement, affirme le directeur de la Protection des droits de l'Homme, Anicet Gervais Ondo Nguema, par la tenue d'un programme de suivi, avec l'intervention de psychologues, conseillers d'orientation, médecins, etc.

NATIONS UNIES• Pour la période 2018-2022, le système des Nations unies

s'engage à appuyer l'administration gabonaise dans ses efforts à disposer d'un cadre législatif révisé pour la consolidation de la démocratie, et dans le processus de mise en œuvre des instruments internationaux pour la promotion et la protection des droits humains, ainsi que dans la production et le suivi des rapports y relatifs.

« Dans cette perspective, plusieurs actions sont actuellement en cours avec le ministère de la Justice et la Commission nationale indépendante des droits de l'Homme, avec l'appui de nos collègues du Centre des Nations unies pour les droits de l'Homme et la démocratie en Afrique centrale », indique Stephen Jackson, coordinateur du système des Nations unies au Gabon.

Dans le même ordre d'idées, un atelier, actuellement en cours, porte sur la formation au système d'élaboration et de soumission des rapports aux mécanismes internationaux des droits de l'homme. Et un autre sur la validation du document de compilation thématique des recommandations des droits de l'Homme adressées à la République gabonaise.



Photo : DR

Ces objets confectionnés par les détenus sont susceptibles de générer des richesses.